

Unité bi-départementale Calvados-Manche  
477 Bd de la Dollee  
50000 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 19/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOULET MEUBLES ET METAUX**

Le Perret  
50540 Les Biards

Références : 2023.470  
Code AIOT : 0005306411

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement BOULET MEUBLES ET METAUX implanté 25 RTE DU MONT SAINT MICHEL 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 17/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOULET MEUBLES ET METAUX
- 25 RTE DU MONT SAINT MICHEL 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005306411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux (batteries) et non dangereux (métaux) et de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 05/04/17, portant également agrément VHU. Ces activités relèvent respectivement des rubriques 2718.1 (régime de l'autorisation), 2713.1 (régime de l'autorisation) et 2712.1b (régime de l'enregistrement). Il y est également exercé une activité de traitement de déchets non dangereux (découpage de métaux au chalumeau et à la cisaille) à hauteur de 20t/j (activité soumise au régime de l'autorisation). La précédente inspection date du 18/03/21, elle avait été réalisée dans le cadre de l'instruction d'une demande d'extension (capacités et périmètre) du site, demande mise en suspens puis retirée en attendant soit une évolution favorable du PLU soit la mise en application du PLUi

d'Avranches-Mont-Saint-Michel, annulé par le tribunal administratif de Caen en juin 2021. Cette décision a finalement été annulée par la cour administrative d'appel de Nantes le 7 juillet 2023, aussi le PLUi devient opposable et se substitue à l'ancien PLU. Ce point de blocage étant levé, l'exploitant est invité à prendre contact avec l'inspection pour présenter son projet d'extension lorsqu'il aura été mis à jour, afin de faire le point sur la démarche à mener (éventualité d'effectuer une demande au cas par cas pour évaluer si le projet doit être soumis ou non à évaluation environnementale).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Caractéristiques des sols	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 9.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 8.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Audit VHU	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article Annexe 2-15°	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.2.2	/	Sans objet
3	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 10.2.2	/	Sans objet
4	Entretien des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 4.3.10	/	Sans objet
5	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 10.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si le site est dans l'ensemble bien tenu, l'exploitant doit se mettre en conformité concernant les 3 points non-conformes identifiés. En particulier, l'exploitant doit absolument effectuer des travaux pour rétablir l'étanchéité de sa plateforme, améliorer la signalétique de circulation destinée aux particuliers et transmettre annuellement le rapport d'audit à l'administration.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits précisés dans cet article et repris en annexe 1.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 18/03/21, l'inspection avait constaté la présence de bennes remplies de métaux et stockées en dehors du périmètre ICPE autorisé, sur une parcelle attenante et non imperméabilisée située au sud du site. Lors de la visite du 21/06/23, des bennes étaient présentes sur cette parcelle et l'inspection a pu constater en faisant un contrôle par sondage qu'elles étaient vides. Le remisage de bennes vides en dehors du périmètre déclaré peut être toléré et ne constitue pas une non-conformité dès lors qu'il ne présente pas de risque pour l'activité ICPE du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Caractéristiques des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristique des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
<b>Constats :</b> La plateforme sur laquelle est réalisée l'activité VHU présente des formes importantes de dégradation, aussi son imperméabilité est remise en cause. L'exploitant doit prévoir rapidement des travaux de réfection et présenter un échéancier de travaux sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Autosurveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un rapport d'analyse acoustique daté du 01/04/21 soit datant de moins de 3 ans, et ne présentant pas d'émergence sonore dépassant les seuils réglementaires.  L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir mis en place un mur anti-bruit en février 2023 en limite ouest du site pour atténuer le bruit de sa nouvelle presse cisaille. Aucune plainte n'a été émise suite à la mise en œuvre de ce dispositif anti-bruit. Les mesures réalisées dans le cadre du contrôle acoustique à venir (à réaliser avant le 01/04/24) permettront de vérifier la conformité aux seuils réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien des séparateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, séparateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les deux décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures seront nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas, au moins deux fois par an.
<b>Constats :</b> Un premier décanteur-séparateur capte une zone de collecte correspondant à la partie ouest du site et est situé en amont du bassin de décantation/confinement et un second dispositif est présent en sortie de bassin. En réponse aux dépassements des VLE du rejet observés dans les résultats d'analyses 2020 et aux suites de la précédente inspection, l'exploitant a installé un dispositif au niveau de l'entrée des eaux dans le bassin afin d'y créer une zone de décantation, système venant s'ajouter aux autres dispositifs de traitements déjà présents. Cette zone est désormais vidangée en même temps que les séparateurs.  L'exploitant a fourni des justificatifs de vidange datant du 30/11/22 et du 05/06/23. L'exploitant doit veiller à ce qu'une seconde vidange soit effectuée en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées (point de rejet n° 2 en sortie de déboureur-déshuileur). Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.10 selon la fréquence suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH, Hydrocarbures, DBO5, DCO, MEST et somme des métaux: fréquence trimestrielle sur prélèvements instantanés,</li> <li>• PCB, plomb, Chrome hexavalent, Indice phénols, Arsenic, Cyanures totaux et AOX: fréquence annuelle sur prélèvements instantanés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des deux dernières analyses réalisées : celle du 12/12/22 et celle du 05/06/2023. Elles portent sur l'ensemble des paramètres à analyser annuellement. L'analyse concernant le rejet en sortie ne fait pas apparaître de non-conformité.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'analyse prévue en mars n'avait pas pu se faire faute de pluie et d'écoulement en sortie et que l'analyse suivante (juillet) serait donc très rapprochée garantissant ainsi l'atteinte du nombre d'analyse à réaliser par an.</p> <p><b>Demande 1:</b> L'inspection demande à l'exploitant d'être plus vigilant de manière à réaliser des analyses les plus réparties possibles sur l'année.</p> <p><b>Demande 2:</b> L'inspection constate qu'une analyse est faite en sortie de chacun des déboueurs, l'exploitant ayant indiqué que le rejet du premier déboureur allait dans le bassin, à la sortie duquel se trouvait le second déboureur puis le rejet réglementé. L'exploitant devra confirmer que le rejet du premier déboureur est dirigé vers le bassin, par écrit et sous 2 mois.</p> <p><b>Demande 3:</b> La dénomination du rejet réglementé dans l'AP (appelé "rejet n°2") doit être reprise dans la dénomination du prélèvement et du résultat d'analyse de manière à pouvoir distinguer les résultats de celui qui est réglementé de celui qui ne l'est pas (puisque'il ne se rejette a priori pas directement au milieu).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p>
<p><b>Constats :</b> Les voies de circulation dédiées aux particuliers ainsi que l'emplacement de la réception ne sont pas suffisamment visibles. L'exploitant doit mettre en place une signalétique adaptée sous 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Audit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article Annexe 2-15°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Audit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de la visite, à la demande de l'inspection, le rapport d'audit VHU datant du 07/06/22 et a présenté au cours de la visite le rapport 2023 qu'il venait de recevoir. Les deux non-conformités restantes en 2023 concernaient l'absence d'enlèvement/valorisation des verres (pare-brises et vitres) des VHU et la non transmission à l'administration des rapports d'audit. L'exploitant doit indiquer sous 2 mois comment il prévoit de se mettre en conformité sur ces deux points.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois